Document généré le 24 avr. 2024 08:00

Études internationales

Gresh, Alain et Vidal, Dominique. *Proche-Orient, une guerre de cent ans*. Paris, Messidor-Éditions sociales, 1984, 207 p.

Khaled Belkhodia

Volume 17, numéro 3, 1986

URI : https://id.erudit.org/iderudit/702072ar
DOI : https://doi.org/10.7202/702072ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Belkhodia, K. (1986). Compte rendu de [Gresh, Alain et Vidal, Dominique. *Proche-Orient, une guerre de cent ans*. Paris, Messidor-Éditions sociales, 1984, 207 p.] *Études internationales*, *17*(3), 710–712. https://doi.org/10.7202/702072ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1986

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

gues, même lors de l'invasion du Liban. C'est que l'Allemagne, soumise à réparer les torts nazis, se doit d'appuyer Israël et d'endosser les initiatives du gouvernement américain. Elle n'a pas la liberté de jouer un rôle déterminant ou décisif.

L'Irlande appuie les revendications nationales des Palestiniens: leur droit à l'autodétermination et à l'établissement d'un État en Palestine; elle reconnaît le rôle de l'OLP à représenter le peuple palestinien. La Hollande partage cette attitude, mais en émettant des réserves: Arafat doit reconnaître Israël et s'abstenir de toute activité terroriste. La Belgique dénonce toute occupation de territoire par la force et considère l'annexion du Golan syrien comme une dérogation aux lois internationales. Le Danemark base sa politique sur les principes de la déclaration de Venise et s'achemine vers l'européanisation de sa position qu'hypothéquaient ses contacts étroits avec les États-Unis.

La Grèce a toujours maintenu une attitude favorable à la question palestinienne malgré sa dépendance sur les États-Unis, sauf durant le régime des colonels. Athènes appuya les Arabes aux Nations unies en votant en faveur des résolutions sur le retrait aux frontières de 1967 et l'autonomie du peuple palestinien. La Grèce est le seul pays de la Communauté européenne à ne pas reconnaître Israël *de jure* et le peuple grec ressent l'injustice infligé à un petit peuple par les grandes puissances.

Dans la perspective israélienne, la Communauté européenne n'est pas habilitée à traiter du conflit israélo-arabe et encore moins à lui proposer des solutions. Les dix pays membres tiennent jalousement à l'indépendance de leur personnalité internationale. Qui plus est, leur déclaration de Venise n'a pas eu l'heur de plaire aux parties concernées. Pour des raisons de sécurité et compte tenu de sa méfiance atavique, Israël récuse tout échange de territoires occupés contre une paix qui pourrait s'avérer précaire. Pour les sionistes la rive gauche du Jourdain (Judée et Samarie) représente une partie inaliénable de la terre ancestrale (Eretz-Yisrael).

Du point de vue arabe, le conflit au Moyen-Orient pourrait dégénérer en une guerre globale et l'Europe a tout intérêt à établir un nouvel équilibre susceptible de prévenir les dangers de confrontation entre les superpuissances. Ainsi l'Europe, depuis 1972, s'est employée à définir une politique méditerranéenne ambitieuse dans sa formulation, mais limitée dans ses objectifs. Cette insuffisance résulte du refus de certains pays européens de nuire aux liens établis avec les États-Unis, de la dette morale de l'Europe envers les juifs, de la divergence des points de vue et de l'évaluation du rôle qui incombe à l'Europe.

Lors de la guerre d'octobre 1973, les Neuf ont tenté à nouveau de surmonter leurs divisions, mais avec peu de succès. Quoi qu'il en soit leur Conseil de ministres, sous la pression de la France et de l'Angleterre, adressa une invitation au cessez-le-feu qu'Israël refusa. Le 6 novembre, ce même Conseil fit une déclaration qui condamne l'acquisition de territoire par la force et demande à Israël de mettre un terme à son occupation avec une reconnaissance légitime des droits du peuple palestinien.

En somme l'Europe a des intérêts dans la région et croit que ses intérêts seront mieux servis si une solution durable au conflit israélo-arabe est trouvée. Mais les divergences qui persistent entre ses membres, le durcissement de l'attitude d'Israël et le désir des États-Unis d'agir seuls réduit le rôle que l'Europe aurait été capable de jouer.

Adnan MOUSSALLY

Département d'Études littéraires
Collège militaire Royal St-Jean, Canada

GRESH, Alain et VIDAL, Dominique. *Proche-Orient, une guerre de cent ans.* Paris, Messidor-Éditions sociales, 1984, 207 p.

Voici un petit livre qui vient s'ajouter à l'abondante bibliographie déjà consacrée à la crise du Proche-Orient. Vouloir tout dire en moins de deux cents pages, sur un aussi vaste et complexe sujet, comportait des risques évi-

dents. Les auteurs Alain Gresh et Dominique Vidal ont réussi à les éviter et à dire l'essentiel en une synthèse claire et concise.

Le premier des cinq chapitres de l'ouvrage retrace l'évolution historique de la crise, depuis ses origines, avec le déclin et le dépeçage de l'empire ottoman, la montée du nationalisme arabe, manipulé et berné par le jeu de l'impérialisme britannique, qui fut responsable de la constitution du Mandat en Palestine, de la Déclaration Balfour et de l'installation du foyer national juif, devenu plus tard l'État d'Israël aux dépens du peuple palestinien dépossédé et contre la volonté de tous les États arabes. Né de la guerre et condamné à ne pas en perdre une, Israël impose son hégémonie militaire dans la région, mais ne parvient pas à gagner la paix.

Un deuxième chapitre est consacré à l'État d'Israël, avec un rappel des origines du sionisme, de son idéologie expansionniste, de sa solidarité essentielle avec l'impérialisme britannique puis avec les États-Unis. L'implantation du Yichouv et son développement rapide se font dans le mépris absolu de l'existence même de la population arabe palestinienne. La puissante propagrande israélienne vante les réalisations et les mérites de l'État hébreu face à un monde arabe, plus ou moins dénoncé comme revanchard et rétrograde. Or ces mérites sont très relatifs si l'on songe, non seulement à l'abîme qui sépare Juifs et Arabes en Israël, mais aussi aux discriminations qui existent au sein même de la communauté juive, à la fragilité d'une économie entièrement dépendante des États-Unis, et aux limites d'une démocratie coexistant avec le maintien de la loi d'urgence et d'une conception théocratique de l'État. L'absence de constitution, afin de ne pas contrevenir à la Thora, le concept de la nationalité juive et ses critères très restrictifs constituent d'autres zones d'ombre dans la démocratie israélienne. Un autre problème réside dans le déclin du travaillisme et de l'idéal socialiste qui le sous-tend; dévoyé par son militarisme expansionniste allié des États-Unis et par sa politique discriminatoire en faveur de l'élite ashkénaze, compromis par son demi échec de la guerre du Kippour et par les rivalités personnelles qui opposaient ses chefs, le travaillisme s'écroula en 1977 sous Begin. Israël s'engagea alors dans une politique résolument agressive, multipliant les colonies en Cisjordanie, annexant Jérusalem-Est et le Golan, lançant des raids contre l'Irak, envahissant le Liban; mais, en dépit de l'exploit de son traité de paix séparée avec l'Égypte, Begin ne peut empêcher l'érosion de son pouvoir, en raison de la crise économique et surtout de l'échec et de l'impopularité de l'aventure libanaise. Cet échec des partis traditionnels, confirmé par la précarité de l'actuel gouvernement de coalition, recèle un danger pour l'avenir de la démocratie israélienne, dans la mesure où il pourrait favoriser des mouvements extrémistes.

Le troisième chapitre étudie le problème palestinien, qui est toujours l'élément fondamental de la crise du Proche-Orient. Il y est d'abord rappelé que la Palestine, contrairement aux allégations de la propagande israélienne, n'était pas une « terre sans peuple », au moment où les Juifs commencèrent à y affluer. Il y eut, dès le début, une résistance, mais ce premier nationalisme palestinien souffrit de la structure plus ou moins féodale d'une société divisée par les rivalités entre clans et de la répression menée souvent par les forces conjuguées des Juifs et de l'armée britannique. Brisée dans l'oeuf, la résistance palestinienne assista, impuissante, à la formation de l'État d'Israël et aux défaites successives des pays arabes, jusqu'au désastre de 1967. C'est à cette époque qu'on assiste à l'émergence, sous l'égide de l'OLP, d'une nouvelle génération de résistants, celle des fedayins. Ceux-ci veulent se dresser contre l'occupant israélien mais aussi contre les États arabes, qui, en raison de leurs divisions, de leur prudence et de la recherche de leurs propres intérêts, sont souvent perçus comme des obstacles à la pleine réalisation des aspirations nationales et révolutionnaires du mouvement palestinien. De là viennent les affrontements sanglants qui ont opposé l'OLP aux gouvernements de Jordanie, du Liban et de Syrie. La stratégie de libération totale de la Palestine, telle que proclamée dans la charte de l'OLP, n'était pas compatible avec les objectifs de l'Égypte et de la Jordanie qui ont toujours été prêts à conclure la paix avec Israël contre la libération des territoires occu-

pés en 1967. Ce n'est qu'après la défaite de l'appareil militaire palestinien en Jordanie puis au Liban que l'OLP commença à admettre l'idée d'une reconquête partielle, ce qui impliquait une reconnaissance de fait d'Israël mais beaucoup de palinodies et de contre-manoeuvres accompagnent cette démarche. Le caractère hétéroclite des composantes de l'OLP, ainsi que les pressions contradictoires qu'elle subit, empêchent celle-ci d'adopter une position claire sur la question fondamentale de la reconnaissance d'Israël, d'autant plus que l'État sioniste s'est toujours montré intraitable. Éliminée du Liban et éloignée du « champ de bataille », affaiblie par ses propres divisions, compromise devant l'opinion internationale par la recrudescence du terrorisme, incapable de s'entendre avec la Jordanie sur d'éventuelles négociations de paix, l'OLP paraît aujourd'hui dans l'impasse.

Dans le quatrième chapitre, il est question du problème du Liban. Construction artificielle, minée par ses divisions et par des structures sociales fondées sur l'esprit de clan et le clientélisme, le Liban fut rapidement déstabilisé par la flambée du nationalisme arabe et par l'installation sur son sol d'un nombre croissant de réfugiés palestiniens. Le fragile équilibre confessionnel et politique ne résista pas à l'aggravation des antagonismes sociaux nés de l'essor économique, ni aux modifications de la situation démographique. L'affaire palestinienne et le conflit israélo-arabe précipitèrent le pays dans la guerre civile. Trop faible pour pouvoir, comme l'avait fait la Jordanie, imposer sa volonté aux Palestiniens, le Liban s'engagea dans un processus de désintégration; mais le rêve israélien d'un Liban phalangiste pro-sioniste et ami de l'Occident, a échoué, le seul vainqueur dans la tragédie libanaise étant sans doute la Syrie.

Un dernier chapitre replace la crise du Proche-Orient dans le contexte régional et international en montrant le caractère extrêmement volatile de cette poudrière d'où peut toujours jaillir l'étincelle de la conflagration. Zone hautement stratégique par ses richesses pétrolières et par sa position charnière entre le Nord et le Sud, au carrefour de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, le Proche-Orient a, de tout temps, attiré les convoitises et les interventions étrangères. Les États-Unis cherchent à y imposer leur hégémonie avec le concours d'Israël et le consentement des régimes arabes dits « modérés ». Cette politique a donné des résultats, notamment en Égypte, où l'influence soviétique, prépondérante sous Nasser, disparut sous Sadate, qui fut un partisan convaincu de la *pax americana*. Mais vouloir être à la fois l'ami d'Israël et des Arabes est impossible s'il n'y a pas de progrès sur la question palestinienne qui continue d'agiter l'opinion publique arabe et de menacer la stabilité même des régimes pro américains; les difficultés économiques engendrées par la crise pétrolière rendent encore plus difficile la position de ces gouvernements. Si l'URSS est en déclin dans la région, elle demeure cependant vigoureusement présente en Syrie et nulle solution globale ne pourra sans doute aboutir sans sa participation. Rien n'indique que cette solution soit en vue, malgré les timides espoirs suscités par le progrès d'un courant modéré au sein de l'OLP et par la chute du gouvernement Begin en Israël.

Voilà donc un bon ouvrage de vulgarisation, qui donne un aperçu rapide mais complet, de toutes les dimensions du problème. On trouvera en outre quelques documents en annexe (texte des divers plans de paix, structure de l'OLP), ainsi qu'une brève chronologie.

Khaled BELKHODJA

Département d'histoire,
Université de Moncton, Canada

JABBRA, Joseph G. and JABBRA, Nancy W.. *Elusive Peace: The Collapse of the Lebanese-Israeli Troop Withdrawal Accord of 17 may 1983*. Toronto, Canadian Institute of International Affairs, Coll. « Behind the Headlines », vol. XLIII, n° 2, 1985, 28 p.

Ce petit fascicule présente les principaux événements qui vont de la signature de l'accord libano-israélien (17 mai 1983) à son abrogation (5 mars 1984), c'est-à-dire de l'apogée de la position américaine au Proche-Orient, après l'invasion israélienne du Liban,